

Séminaire économie numérique : grand emprunt mais petit budget

« Le [grand emprunt](#) est grand par son exemplarité et son sujet, il ne le sera pas par son montant », annonce **Michel Rocard** devant les participants au séminaire « Numérique : investir aujourd'hui pour la croissance de demain » sous l'égide de **Nathalie Kosciusko-Morizet**, secrétaire d'Etat à l'Economie numérique. L'un d'entre eux fait déjà grise mine. « **Alain Juppé** à ma droite inquiet, se sent déjà dépouillé d'une grande partie des fonds encore virtuels du grand emprunt », commente NKM en direct sur [Twitter](#). Quand on vante les mérites de l'interactivité du numérique, il faut bien montrer l'exemple...

Peu avant l'intervention de l'ancien Premier ministre socialiste, le ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire **Michel Mercier** s'efforçait de défendre le développement du numérique, y compris dans les zones reculées. « C'est l'Internet partout et pour tous », lance-t-il à l'assemblée. La France se situe parmi les champions du haut débit en Europe et l' [Internet mobile](#) s'y est développé à une vitesse fulgurante. Pour preuve, le quotidien *Le Monde* est consulté en ligne par 600.000 mobinautes depuis son application pour mobile, alors que l'édition papier n'est vendue qu'à 300.000 exemplaires.

« Les retombées économiques se feront plus rapidement que pour d'autres réformes. C'est donc investir aujourd'hui pour la croissance de demain », affirme **Yves Gassot**, directeur général de l'Idate (institut spécialisé sur les marchés des télécoms). On parle alors de stratégie d'anticipation. Le secteur est d'ailleurs porteur d'emploi et permet aussi le désenclavement des régions les plus reculées. « Pour la médecine, c'est un outil essentiel [...] il permet un diagnostic rapide grâce à la transmission d'images », poursuit le directeur.

Le développement du secteur e-santé fait donc partie des priorités, tout comme le haut débit pour l'Internet mobile et l'accès à Internet pour 20 euros par mois. Pour cela, « il faut amener la fibre au pied de chaque clocher » lance **Jacques Pélissard**, président de l'Association des Maires de France. L'idée est de fournir des réseaux à partir des dessertes installées dans les communes. Mais tout cela à un coût. Collectivités et analystes l'estiment à 7 milliards d'euros (voire 40 milliards à l'échelle nationale sur les 20 prochaines années). Plus réservée, NKM parle d'un budget de 3 milliards d'euros, tirés du grand emprunt, sur trois ans. Soit 1 milliard par an.

La somme consacrée au développement numérique dépendra aussi et surtout de l'investissement des [opérateurs](#). Une mutualisation des investissements semblent donc indispensables pour voir le projet se mener à terme. Même si, du côté des financements publics, on pointe un premier bémol. Michel Rocard avait prévenu...